



Déclaration de B Lab concernant les sujets de controverse :
Cannabis et produits et services connexes
Mise à jour en juin 2019

Approche de B Lab concernant les sujets de controverse et la certification B Corp

Les entreprises certifiées B Corporation sont des entreprises à but lucratif qui répondent aux normes les plus rigoureuses en matière de performance sociale et environnementale globale, de responsabilisation et de transparence. Elles sont à l'avant-garde du mouvement visant à utiliser l'activité des entreprises comme force pour générer un impact positif.

Des interrogations délicates et complexes surgissent régulièrement quant à la manière dont les sujets de controverse touchant le monde des entreprises peuvent affecter l'éligibilité d'une entreprise à la certification B Corp. Ces situations peuvent être communiquées par une entreprise dans son [Formulaire lié aux exigences de transparences](#), par une tierce partie par le biais du [Processus de plainte](#) officiel de B Lab ou par l'opinion publique, en débattant autour des exigences et des normes de certification de B Corp. Le [Conseil consultatif sur les Normes](#) indépendant de B Lab se charge ensuite de prendre les décisions appropriées, dans le cadre d'un processus d'examen associé aux exigences de transparences.

Le Formulaire lié aux exigences de transparences de B Lab sert de fondement au processus d'examen des exigences de transparences, qui couvre les industries, les pratiques, les résultats et les sanctions sensibles, et qui s'appuie sur des examens et des normes de tierces parties, comme par exemple, la Liste d'exclusion de la SFI et les Conventions de l'Organisation internationale du travail. Dans la mesure où une liste de sujets sensibles peut être incomplète, B Lab se réserve alors le droit de procéder à des examens similaires sur des questions non mentionnées dans le Formulaire lié aux exigences de transparences, mais qui sont considérées comme sujettes à des préoccupations importantes de la part des parties prenantes et à une violation potentielle de la Déclaration d'interdépendance du mouvement B Corp.

Face à l'émergence de nouveaux secteurs d'activité ou de questions pour lesquelles un modèle de prise de décision n'a pas encore été élaboré, B Lab conduit des recherches sur le sujet afin d'orienter la décision du Conseil consultatif sur les Normes. Cette recherche se base sur la compilation de sources complémentaires par le personnel de B Lab, avec pour objectif général d'identifier et de comprendre les différentes préoccupations du secteur ou le sujet de controverse, ainsi que les différentes perspectives des parties prenantes. Ce travail s'appuie sur

une analyse de la presse spécialisée dans le secteur et l'impact de cette dernière, la manière dont le sujet de controverse est réglementé par d'autres normes, les politiques publiques existantes et les recommandations de politiques publiques émanant d'organisations à but non lucratif et d'autres experts en la matière, les cas d'étude des acteurs du secteur, aussi bien positifs que négatifs, les entretiens avec des experts et d'autres commentaires et points de vue du public. Ce contenu est à son tour utilisé pour élaborer le cadre de l'examen du Conseil consultatif sur les Normes, afin de déterminer les types de questions auxquelles chaque entreprise devra répondre.

En ce qui concerne les secteurs d'activités sujets à des controverses, une tension naturelle et saine oppose la tendance à exclure toutes les entreprises de ces secteurs d'activités de la possibilité d'obtenir la certification B Corp, et le *besoin d'un leadership* qui a le potentiel de transformer la culture, le comportement et l'impact de ces entreprises. Même si B Lab et son [Conseil consultatif sur les Normes](#) peuvent déterminer qu'une industrie dans son ensemble n'est pas éligible à la certification en raison de ses impacts négatifs ou de ses pratiques, ils reconnaissent également que dans certains secteurs sujets à controverse, il est possible pour les entreprises de gérer de manière significative ces impacts négatifs potentiels ou ces controverses. Dans ce contexte, le besoin de distinguer les bons et les mauvais acteurs, ainsi que les pratiques satisfaisantes, optimales et exemplaires, peut s'avérer plus urgent que jamais, en implantant des normes rigoureuses en matière de performances sociales et environnementales vérifiées, de responsabilisation et de transparence publique. La mise en place de normes réalistes et transparentes, qui contribuent à améliorer les décisions en matière de politique, d'investissement, d'achat et d'emploi, sert au mieux les intérêts de toutes les parties prenantes.

Tout en reconnaissant qu'il existe de nombreux points de vue différents et raisonnables sur ce qui contribue à une prospérité partagée et durable pour tous, B Lab et son Conseil consultatif sur les Normes détermineront l'éligibilité à la certification B Corp et, le cas échéant, exigeront des entreprises issues de secteurs sujets à une controverse, ayant des politiques qui suscitent la controverse, ou engagées dans des pratiques controversées, qu'elles fassent preuve de transparence quant à leurs activités et à la manière dont elles gèrent et atténuent ces préoccupations. B Lab documentera et partagera également publiquement ces prises de position afin de permettre à toutes les parties prenantes, y compris les citoyens et les décideurs politiques, de porter leur propre jugement sur les performances d'une entreprise, et de favoriser un débat public réfléchi et constructif sur ces enjeux majeurs. Les déclarations et cadres de B Lab sur les questions controversées peuvent être consultés [ici](#).

Ces cadres, comme les normes de B Lab en général, sont en constante évolution, et nous espérons pouvoir les améliorer à l'avenir. B Lab est ouvert à d'autres approches qui lui permettront d'affiner son point de vue et, espérons-le, de contribuer à un dialogue constructif sur le rôle des entreprises dans la société.

Indépendamment de l'éligibilité à la certification B Corp, toutes les entreprises, quel que soit leur secteur d'activité, peuvent utiliser l'[Évaluation B Impact Assessment](#) comme outil de gestion d'impact interne pour évaluer et améliorer leurs pratiques globales, et/ou adopter une structure juridique de gouvernance des parties prenantes (telle qu'une entreprise à but non lucratif) adaptée à la structure actuelle de l'entreprise et à sa juridiction.

Si vous avez des questions ou des observations sur l'approche de B Lab concernant les points traités ci-dessous, nous vous invitons à envoyer un courriel à Dan Osusky, directeur des Normes de B Lab, à l'adresse suivante : standardsmanagement@bcorporation.net.

Entreprises travaillant dans le secteur du cannabis et certification B Corp

Le cannabis et les produits liés au cannabis sont sujets à controverse, à la fois en raison de leur statut légal actuel et historique dans le monde entier, et des préoccupations concernant les dommages potentiels que ces produits peuvent causer. Aux fins de la présente décision, une distinction est faite entre les « produits/services liés à la marijuana » et les « autres produits ou services liés au cannabis ou dérivés du cannabis ». Bien que tous ces produits soient dérivés de la plante de cannabis, la marijuana, dans ce contexte, fait spécifiquement référence aux produits contenant une quantité substantielle de THC¹ et qui produisent un effet intoxicant lorsqu'ils sont fumés, vaporisés ou ingérés.

En réponse à l'intérêt croissant pour la certification B Corp d'entreprises et de parties prenantes produisant ou vendant du cannabis, des produits dérivés du cannabis, ou des produits/services liés au cannabis, le Conseil consultatif sur les Normes de B Lab a statué à *ce jour* sur l'éligibilité à la certification B Corp comme suit :

- (1) Les nouvelles entreprises qui souhaitent obtenir la certification B Corp avec des produits/services liés à la marijuana et dont il peut être vérifié que ceux-ci ne sont destinés qu'à des fins médicales sont éligibles pour la certification B Corp, à condition de respecter les lois et règlements de l'État et de faire preuve de transparence sur leur profil B Corp public (voir ci-dessous : Transparence et vérification).
- (2) Les nouvelles entreprises qui souhaitent obtenir la certification B Corp avec des produits/services liés à la marijuana qui sont utilisés à des fins récréatives, ou qui ne

¹ Le THC, abréviation de tétrahydrocannabinol, est le composé psychoactif présent dans le cannabis. Le Farm Bill américain autorise la culture de plantes de cannabis contenant moins de 0,3 % de THC sur une base de poids sec.

peuvent pas être vérifiés comme destinés uniquement à des fins médicales, *ne sont actuellement pas éligibles* à la certification B Corp.

- (3) Les entreprises proposant d'autres produits/services à base de cannabis ou dérivés du cannabis (tels que le chanvre, le CBD, etc.) peuvent prétendre à la certification si elles sont en mesure de démontrer qu'elles respectent toutes les réglementations applicables à la production et à la vente du produit.
- (4) Les entreprises déjà certifiées B Corp qui développent des produits ou services liés à la marijuana récréative dans des juridictions où elle est légale verront leur certification B Corp maintenue si les revenus restent inférieurs à 5 % de leurs revenus totaux provenant du produit. L'éligibilité d'une entreprise en fonction du pourcentage de ses revenus ne sera évaluée qu'au moment de la recertification de l'entreprise, date à laquelle le positionnement de B Lab pourra être ajusté.

Justification :

Alors même que certains produits à base de cannabis présentent un risque pour les consommateurs et autres personnes, d'autres produits présentant des risques potentiels similaires, comme l'alcool, ont été jugés éligibles à la certification B Corp. La marijuana est cependant unique en ce sens qu'elle est historiquement, et actuellement toujours, illégale à des fins récréatives dans la plupart des pays du monde. À ce jour, seuls l'Uruguay et le Canada l'ont complètement légalisée, bien que de nombreux autres pays l'aient décriminalisée ou légalisée à des fins médicales.²

Aux États-Unis, par exemple, la production, la vente et l'utilisation de la marijuana sont toujours interdites par la loi fédérale, qui est catégorisée comme une substance de classe I, même interdite pour un usage médical. Le gouvernement fédéral a toutefois renvoyé l'application de cette loi aux législatures des États, dont un grand nombre ont légalisé l'usage médical de la plante et quelques-uns l'ont entièrement légalisée. Ce mécanisme d'application, en particulier dans les cas où la marijuana récréative est légale, peut évoluer radicalement selon les administrations. En juin 2019, trente-trois États américains ont légalisé la marijuana médicale, tandis que dix seulement ont légalisé l'usage récréatif.³

Aux États-Unis, des restrictions légales ont aussi été historiquement appliquées à d'autres produits dérivés du cannabis, y compris ceux qui ne possèdent pas les attributs psycho-actifs comme le chanvre ou le CBD. Des modifications apportées récemment au cadre réglementaire ont changé le statut légal de nombre de ces produits, mais celui-ci varie encore selon les États.⁴

Bien que B Lab n'ait pas de positionnement politique sur la question de savoir si les produits du cannabis devraient être légaux ou illégaux à des fins médicales et/ou récréatives, l'organisation

²<https://www.newsweek.com/where-weed-legal-around-world-you-can-now-officially-smoke-pot-canada-1173623>

³ <https://medicalmarijuana.procon.org/view.resource.php?resourceID=000881>

⁴ <https://www.hempurecbd.com/is-cbd-oil-legal-in-all-50-states/>

prend en considération le statut légal actuel des produits et services pour déterminer l'éligibilité à la certification B Corp. En conséquence, alors que la légalisation des produits dérivés du cannabis continue à se développer, la position de B Lab sur l'éligibilité de la certification est susceptible d'évoluer également.

En raison du soutien législatif plus important, à la fois aux États-Unis et dans le monde, ainsi que de la faible probabilité de changements politiques affectant la façon dont les lois la concernant sont appliquées, la marijuana médicale a été jugée éligible pour la certification B Corp, même dans des circonstances uniques comme celle des États-Unis où la loi fédérale et les lois des États ne sont pas alignées.

Dans les pays comme le Canada, où la marijuana récréative vient d'être complètement légalisée, B Lab appliquera une période de latence après l'adoption et la mise en œuvre de la législation, afin de pouvoir examiner le statut de l'industrie et de ses réglementations pour détecter les risques potentiels avant de certifier les entreprises du secteur. Dans le cas du Canada, cette période de latence s'étendra jusqu'en juin 2020, date à laquelle le Conseil consultatif sur les Normes procédera à une analyse sectorielle afin de déterminer les modalités d'éligibilité de l'industrie.

Aux États-Unis, en raison du désalignement apparent entre les lois au niveau des États et au niveau fédéral, et du niveau actuel de la législation des États en faveur de la marijuana récréative à ce stade, les nouvelles entreprises B Corporation impliquées dans la marijuana récréative ne sont à l'heure actuelle pas éligibles à la certification B Corp. Ce positionnement continuera également à être révisé si la législation de l'État continue à se développer et si les lois fédérales changent aussi.

Transparence et vérification :

Toutes les entreprises impliquées dans l'industrie du cannabis, même si elles sont éligibles à la certification B Corp, devront indiquer dans le Formulaire lié aux exigences de transparences, qui est une section non notée de l'Évaluation B Impact Assessment, les aspects potentiellement négatifs ou controversés de leur activité, concernant leur implication dans un produit jugé illégal (au niveau fédéral).

Qui plus est, toutes les entreprises éligibles devront se soumettre à une vérification des antécédents et fournir la preuve que des méthodes suffisantes sont en place pour garantir l'usage médical de leur produit. Cette vérification dépendra du rôle particulier que joue l'entreprise dans l'industrie, mais pourrait porter sur les politiques et procédures de gestion du produit ou sur un examen obligatoire sur site.

Cette déclaration a été mise à jour et est effective depuis juin 2019 jusqu'à un nouveau jugement de la part du Conseil consultatif sur les Normes. Le présent document, ainsi que la décision du Conseil consultatif sur les Normes, se fondent sur des recherches concernant les implications réglementaires dans l'industrie et leurs répercussions positives et négatives.

En attendant les futures révisions du Conseil consultatif sur les Normes sur ce sujet et pour permettre à B Lab d'améliorer continuellement ses normes, veuillez faire part de vos commentaires ou de vos questions à Dan Osusky, Gestionnaire de développement des normes de B Lab à l'adresse suivante : dosusky@bcorporation.net.